

# Du visible au caché

## La présence mossi dans la zone de colonisation de l'Ouest burkinabè

BERNARD TALLET

**D**ÉPUIS QUELQUES DÉCENNIES, l'Ouest du Burkina Faso constitue une aire de colonisation agricole. Pour l'essentiel, ce mouvement de migration peut être qualifié de spontané dans la mesure où il ne relève pas d'une volonté spécifique de l'État qui aurait cherché à accélérer la mise en valeur d'une région plus faiblement peuplée et mieux arrosée que le reste du pays. L'exploitation du potentiel agricole régional s'est accompagnée de formes d'occupation humaine originales : la dynamique du front de colonisation relève pour beaucoup de la forte présence de migrants originaires de la région centrale du pays communément appelée plateau mossi.

La lecture et l'interprétation des paysages ruraux permettront de mettre au jour l'importance de l'emprise mossi sur un vaste espace de colonisation agricole. Après l'éclairage porté sur les éléments visibles du dynamisme agricole, les interrogations porteront sur le rôle de l'appartenance ethnique comme moyen de reproduire un modèle social qui assure un contrôle efficace sur les forces économiques régionales.

### **De la turbulence migratoire à une implantation durable**

Sur un temps relativement court, environ deux générations, dans l'Ouest du Burkina, se produit un mouvement commun aux zones de colonisation : à l'arrivée rapide et massive de migrants marquée par l'ampleur des défrichements, succède une période de stabilisation, de consolidation économique.

### ***Un fort mouvement migratoire***

L'évolution du peuplement dans l'Ouest du Burkina Faso est caractéristique des fronts pionniers. La forte augmentation de la population résulte, en plus de l'accroissement naturel, de l'arrivée de migrants. Ce mouvement de déplacement de population déjà ancien, amorcé dans les années soixante (Orstom, 1977), se poursuit depuis une quarantaine d'années et marque profondément les paysages ruraux de l'Ouest.

Le front pionnier proprement dit, caractérisé par l'arrivée de migrants et l'ampleur des défrichements, s'est ainsi déplacé du nord au sud, dans la boucle formée par le fleuve Mouhoun (ex-Volta Noire), jusqu'aux abords de la frontière méridionale avec la Côte-d'Ivoire. Aujourd'hui, ce qui domine, ce sont

les formes de maturation de ces aires de colonisation : occupation des espaces résiduels, consolidation des noyaux de peuplement, émergence de nouveaux villages...

L'ampleur du mouvement migratoire a complètement bouleversé le rapport démographique traditionnel : les ethnies autochtones (surtout des Bobo et des Bwa) sont devenues minoritaires dans l'espace régional. Les Mossi, constituant les contingents de migrants les plus nombreux, sont devenus la première ethnie en nombre de l'Ouest (Schwartz, 1991). Cette transformation dans la composition démographique se lit dans les paysages.

### **De nouveaux paysages ruraux**

Le signe le plus visible de la présence de migrants mossi est dû aux différences d'organisation de l'habitat. Aux maisons en terre rectangulaires aux toits en terrasses des populations autochtones s'opposent les constructions traditionnelles du pays mossi : cases rondes surmontées d'un toit conique en paille. Les différences architecturales sont amplifiées par les oppositions dans l'organisation de l'habitat rural : les villages bwa et bobo sont formés de plusieurs quartiers accolés les uns aux autres. Cet habitat groupé, signe d'une organisation sociale reposant sur l'unité villageoise (Savonnet, Guyot, 1986) s'individualise nettement par rapport à l'habitat mossi dispersé. Les concessions formées de plusieurs cases autour d'une cour sont toujours séparées les unes des autres.

Si l'habitat dispersé est la règle, cela va de pair avec deux grands types de localisation de l'habitat migrant en zone de colonisation. En fonction des modalités d'accueil négociées avec les autochtones, l'implantation de l'habitat mossi répond à deux dynamiques différentes : — l'installation de quartiers de migrants en périphérie des noyaux villageois autochtones, sur les anciens champs permanents. Cette loca-

lisation répond souvent à un désir de contrôler les nouveaux arrivants.

— l'implantation de hameaux de culture dans des portions isolées de brousse, souvent sur des espaces limitrophes à plusieurs terroirs autochtones et objet de litiges et de contestations.

Quelle que soit la localisation de l'habitat, le fait marquant reste, par l'opposition des formes d'habitat entre autochtones et migrants, la perception immédiate de l'ampleur de la migration mossi. La visibilité en est évidente et elle est confirmée par la rapidité de l'évolution des zones cultivées.

L'observation des espaces cultivés (comparaison par exemple des zones de culture vers 1950, 1980, 1990, dates de missions aériennes) traduit l'ampleur des défrichements. L'analyse diachronique des paysages révèle le recul des espaces boisés et l'augmentation des champs, évolution caractéristique de cette zone de colonisation agricole. Les migrants ne sont pas les seuls responsables de l'importance des défrichements ; les autochtones participent aussi à cette course à la mise en valeur de terres neuves pour étendre les surfaces cultivées en coton (Tersiguel, 1995 ; 1997a). Mais dans les esprits, la transformation rapide des paysages apparaît liée à la présence d'un fort courant migratoire qui bouleverse profondément les équilibres traditionnels entre le milieu et les hommes. Cela se traduit par la conscience que « *la brousse est finie* » (Tallet, 1997b) et que les hommes sont désormais nombreux sur un espace limité. Les migrants, et en premier lieu les Mossi, occupent une grande place dans l'évolution de l'économie régionale.

### **Les fondements du dynamisme de la communauté mossi**

Si, en quelques années, l'Ouest du Burkina a confirmé sa primauté dans la production cotonnière (environ 90 % des 300 000 tonnes

produites en 1996-1997) et est devenu excédentaire en céréales, il le doit certes à la forte augmentation du nombre d'exploitations agricoles, mais aussi aux formes d'organisation socio-économique de la communauté mossi.

### **La reconduction des formes de contrôle social**

Le comportement des migrants mossi reste fortement marqué par la référence à l'univers social de leur zone de départ. Les études sur les flux migratoires ont mis l'accent sur la conjugaison de la mobilité géographique et de l'immobilisme social (Rémy, Capron, Kohler, 1977). La capacité de reproduction sociale de la communauté mossi repose largement sur le contrôle exercé sur la main-d'œuvre familiale, ce qui se vérifie aussi en zone cacaoyère ivoirienne (Léonard, 1997) où « *les planteurs burkinabè disposent de la sorte d'une main-d'œuvre semi-captive et bon marché* ». Dans l'Ouest burkinabè, la migration mossi est rarement le fait d'individus isolés ; c'est d'abord le déplacement de « cadets sociaux » à la recherche de terres à cultiver. Il s'agit de chefs d'exploitation en charge de famille, informés des possibilités d'accueil et d'installation par l'intermédiaire de leur parenté déjà établie en zone de colonisation.

L'image d'une migration déclenchée par la pauvreté et la sécheresse doit être nuancée par la capacité des exploitations agricoles de migrants à dépasser le niveau de survie alimentaire et à se lancer dans la recherche de revenus monétaires par la production cotonnière. Cette efficacité économique des exploitations agricoles est liée à la possibilité de maintenir et de reconstituer la forte hiérarchie et la dépendance du système mossi traditionnel.

Cette référence au modèle social de départ ne doit pas tromper sur le sens de cet apparent immobilisme social : il ne s'agit pas de reproduction sociale à l'identique mais d'une cohésion sociale qui permet aux migrants de s'adapter à un nouvel environnement et de

transformer une transplantation en une réussite économique.

### **L'efficacité des réseaux socio-économiques**

Si l'aventure de la migration est rarement une expérience individuelle, elle n'est pas non plus un saut dans l'inconnu. Le dynamisme agricole des exploitations de migrants doit être replacé dans un ensemble de relations économiques et sociales qui en facilitent l'efficacité.

D'abord, l'aire de colonisation n'est pas un espace vierge : les arrivées sont préparées par l'intermédiaire de contacts dans les villages autochtones. Aux premiers temps de la migration, les commerçants mossi (personnage du colporteur se déplaçant de marché en marché) ont servi d'intermédiaires pour obtenir des prêts de terre et ont contribué à créer les noyaux les plus anciens du peuplement d'origine mossi. Avec le temps, un rôle essentiel a été joué par les « logeurs » chargés de l'accueil et de l'intégration des postulants à de nouveaux prêts de terre. Ces logeurs anciennement installés sont devenus les responsables, les porte-parole des migrants.

Très souvent, l'accès à la terre a été complété par l'intégration à l'économie monétaire soit par des canaux traditionnels (relations avec les commerçants mossi de céréales), soit par des canaux modernes (place occupée dans les Groupements villageois chargés de la gestion du crédit et des intrants agricoles, de la commercialisation du coton).

La présence mossi s'est renforcée avec le temps : solidement implantée lors de la phase initiale du front pionnier, la migration s'est poursuivie ultérieurement par l'arrivée des « petits frères » des villages d'origine. La réussite économique des premiers installés a attiré de nombreux candidats, le jeu de la solidarité entre les membres d'une même famille élargie, d'un village commun a contribué au renforcement du peuplement mossi. Les mouvements de population sont facilités par

le maintien des échanges entre zones de départ et zones d'arrivée. C'est ainsi que les commerçants mossi de Solenzo (province de la Kossi, en bordure du Mouhoun) contrôlent le commerce des céréales vers la province mossi du Yatenga (Drabo, 1993). Cet exemple illustre les relations nouées entre les exploitations agricoles et les bourgs ruraux par l'intermédiaire des commerçants mossi.

Le succès de la colonisation agricole, le poids économique de la région à l'échelle nationale imposent de réfléchir à l'avenir. Les questions sont multiples et portent sur la reproductibilité à long terme des systèmes actuels de production (fin des défrichements, maintien de la fertilité des sols, place de l'élevage...). Dans cette réflexion, les interrogations sur la rupture de l'équilibre démographique entre autochtones et migrants sont délicates à aborder.

### **La peur de l'hégémonie mossi**

Le rapport démographique favorable aux migrants mossi qui, dans la région, conservent le statut d'« étrangers », exacerbe les tensions.

### **La montée des tensions**

La volonté des autochtones de contrôler la présence des migrants et la recherche d'autonomie par les migrants sont clairement illustrées par le débat récurrent sur la reconnaissance de « nouveaux » villages administratifs. L'histoire même de la migration – arrivée de forts contingents de migrants dans des zones peu peuplées – fait qu'aujourd'hui les hameaux occupés par les migrants sont plus peuplés que les villages-mères autochtones. Ces hameaux, ces quartiers portent des noms mossi et souvent leurs habitants réclament l'autonomie administrative. L'érection en villages reconnus permet d'avoir accès aux services et équipements (eau, santé, éducation), de créer son propre groupement villageois contrôlant la

commercialisation du coton et gérant les ristournes liées à cette activité. Les autochtones s'opposent à la reconnaissance officielle d'implantations faites sur leur terroir.

Les rivalités les plus fortes s'observent dans les cas d'installations religieuses autour d'un marabout et d'une école coranique. Ostracisme religieux et réussite économique (liée à l'accumulation de la force de travail) se combinent alors et favorisent mépris et jalousie (cas du « hameau » de Wigatoulaye dans le département de Padema).

Plus généralement, la visibilité de la présence mossi attestée par l'habitat, le nom donné aux lieux, la langue parlée nient la précarité du statut d'étranger. La présence mossi s'inscrit dans la durée : l'illusion d'une migration temporaire, avec un retour vers les zones de départ quand les conditions naturelles le permettront, est appelée à disparaître. Mais alors la perspective d'une installation définitive nécessite de repenser les relations entre autochtones et migrants, en particulier dans les modalités d'accès à la terre.

### **La difficile clarification des règles foncières**

L'ambiguïté des règles foncières est à rapprocher des incertitudes sur l'avenir de la région : une clarification des modalités du contrôle foncier suppose une clarification en parallèle des relations entre autochtones et migrants.

L'arrivée des migrants a été facilitée par des pratiques foncières souples, ouvertes aux prêts de terres aux étrangers. Cette souplesse initiale se retourne aujourd'hui en obstacle à la sécurisation foncière dans l'ensemble de la zone de colonisation agricole. L'incertitude sur la durée des prêts, les tentatives de récupération de terres par certaines familles autochtones conduisent les migrants à affirmer leur supériorité numérique et à jouer de leurs relations avec le pouvoir politique. Dans le même temps, les jeunes générations autochtones reprochent

à leurs parents d'avoir bradé leur patrimoine foncier.

Dans un tel contexte, la recherche de solutions négociées et durables n'est pas aisée et n'a pas été facilitée par le cadre juridique, les textes portant Réorganisation agraire et foncière (RAF) ne prenant pas en compte les spécificités des zones de colonisation. L'impossibilité de faire appliquer la loi a laissé face à face des communautés insatisfaites, inquiètes sur les perspectives de leur insertion régionale. Les tensions autour de l'accès et du contrôle fonciers sont révélatrices de la tentation du repli identitaire :

— volonté des ethnies autochtones, affaiblies numériquement, d'affirmer leur prééminence foncière et de restreindre le rôle des migrants en maintenant leur statut précaire ;

— volonté des migrants mossi de conforter leur implantation régionale en s'appuyant sur leur primauté économique et sur l'efficacité de leur organisation sociale.

À la recherche de nouveaux équilibres dans les rapports de force sociaux et économiques, l'Ouest burkinabè apparaît à la croisée des chemins.

## BIBLIOGRAPHIE

Drabo (I.), 1993. *Comment se nourrit le Yatenga ? Un exemple de transfert de céréales avec la Kossi*. Thèse de géographie, Université de Paris X.

Leonard (E.), 1997. « Transformations et reproduction d'un système agraire pionnier en Côte-d'Ivoire. Après la forêt, quelle agriculture ? » In *Thème et variations. Nouvelles recherches rurales au Sud*. Orstom, Paris : 63-68.

Orstom, 1977. *Rapport de synthèse : enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi (Haute-Volta)*. Doc. mult. Fasc. 1 et 2, Ouagadougou, 160 p.

Remy, (G.), Capron, (J.), Kohler, (J.-M.), 1977. « Migrations et développement. Mobilité géographique et immobilisme social : un exemple voltaïque ». *Tiers Monde*, XVIII, n° 71.

Savonnet-Guyot (C.), 1986. *État et société au Burkina*. Karthala, Paris.

Schwartz (A.), 1991. *L'exploitation agricole de l'aire cotonnière burkinabè*. Orstom, Ouagadougou, doc. mult.

Tallet (B.), 1997. « Colonisation et modernisation des exploitations agricoles dans l'Ouest du Burkina Faso ». In *Les paysans, l'État et le marché. Sociétés paysannes et développement*. Publications de la Sorbonne, Paris : 197-210.

Tallet (B.), 1997. « La brousse est finie ! Comment impliquer les populations locales dans un processus de gestion des ressources naturelles ? (exemple de l'Ouest du Burkina Faso) ». In *Développement durable au Sahel*. Karthala, Paris : 166-180.

Tersiguel (Ph.), 1995. *Le pari du tracteur. La modernisation de l'agriculture cotonnière au Burkina Faso*. Coll. À travers champs, Orstom, Paris, 280 p.

